

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 3

Artikel: L'aventure des vérificateurs militaires suisses de la "Kosovo Verification Mission". 1re partie
Autor: Ryter, Marc-André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345977>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'aventure des vérificateurs militaires suisses de la «Kosovo Verification Mission» (1)

En date du 16 octobre 1998, le président en exercice de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe, Bronislaw Geremek, ministre des Affaires étrangères de Pologne, et le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie, Zivadin Jovanovic, signaient à Belgrade un accord qui aurait dû permettre un règlement politique de la crise au Kosovo. Cet accord prévoyait le déploiement dans la province d'une mission de vérification avec, au maximum, 2000 vérificateurs des pays membres de l'OSCE.

■ Cap Marc-André Ryter

1. De la sélection au retrait de la Mission, le 20 mars 1999

Dès la fin du mois d'octobre 1998, le secrétariat de l'OSCE à Vienne invite les pays membres à mettre à disposition de l'Organisation des vérificateurs dans les domaines de la police, des affaires militaires, du contrôle des armements, de la démocratisation et des élections. La Division des opérations de maintien de la paix (DOMP) de l'Etat-major général suisse est chargée du recrutement, de la formation et de la mise à disposition des vérificateurs pour les domaines des affaires militaires et du contrôle des armements.

Afin de pouvoir réagir rapidement à la demande de l'OSCE, un premier contingent de six vérificateurs formés comme observateurs militaires de l'ONU est réuni, qui peut être déployé sur le terrain avant la fin de l'année. Il représente une mesure d'urgence destinée à parer au plus pressé, avant que des

vérificateurs puissent être recrutés et formés spécialement pour cette mission.

Parallèlement se déroulent le recrutement de vérificateurs militaires et l'organisation d'un cours de formation spécifique au Centre de formation des opérations de maintien de la paix à Bière. Trois journées de sélection, du 25 au 27 novembre 1998, ont lieu à Berne, durant lesquelles 25 candidats sont sélectionnés pour le cours de formation d'une durée de 2 semaines. Outre des entretiens sur les motivations personnelles et des présentations touchant aux problèmes du Kosovo, ces journées comprennent des tests assez poussés sur les connaissances en anglais des candidats.

Le cours débute à l'arsenal cantonal de Berne le lundi 8 décembre. Parmi les candidats retenus se trouvent 12 officiers (parmi eux 1 femme), 3 sous-officiers, 7 appointés et soldats, 3 personnes non astreintes au service militaire. Les formations et expériences professionnelles de ces candidats sont des plus diverses. Le cours débute par la remise d'un équipement pour la mission. Il faut relever

les efforts accomplis pour remettre à chaque participant un équipement lui permettant d'accomplir au mieux sa mission. En particulier, la sécurité personnelle et la survie des vérificateurs sont prises très au sérieux, chacun recevant entre autres une veste pare-balles, un casque en Kevlar et un masque de protection ABC 90.

Même si la mission est civile, chaque vérificateur reçoit les mêmes tenues (mais sans les insignes de grade et autres insignes militaires) que celles de la *Swiss Headquarter Support Unit* (SHQSU) en Bosnie. Il s'agit de pouvoir accomplir sa mission quelles que soient les conditions atmosphériques... Chacun reçoit près de 100 kg de matériel!

L'engagement sur le terrain durant le cours et au Kosovo, surtout en raison des conditions hivernales, va démontrer le bien-fondé de cette option, même si, de prime abord, les 2 caisses métalliques et les 2 sacs servant au transport de tout cet équipement semblent encombrants. Le matériel de cuisine, en particulier, se révélera utile.

De la théorie...

Qu'en est-il du cours proprement dit? La DOMP poursuit la politique développée pour les unités sanitaires en Namibie et au Sahara occidental, ainsi que pour la SHQSU en Bosnie et, actuellement, la Swisscoy au Kosovo: il s'agit de préparer les vérificateurs par une formation sur mesure. Cette option ralentit certes le déploiement sur le terrain, mais les avantages qui en résultent compensent largement cette «perte de temps», ce d'autant plus que le démarrage des missions internationales prend en général plus de temps que prévu. En fin de compte, la cellule de recrutement de l'OSCE à Vienne et le centre d'instruction de Brezovica au Kosovo ne peuvent absorber que très progressivement, pour ne pas dire plus, les personnes mises à disposition par la Suisse et les autres pays membres...

Vu l'importance de la matière à instruire, 2 semaines représentent le minimum absolu, ceci malgré des horaires de travail très intensifs. Certaines journées comprennent 12 heures dans des salles de théories, presque exclusivement dans la langue de Shakespeare.

Le programme est remarquable et unanimement apprécié, malgré la fatigue. C'est ainsi que la problématique de la situation au Kosovo est illustrée par différents orateurs qui présentent successivement l'histoire, la situation politique, celle touchant aux droits de l'homme et les récents développements dans la province. Un effort particulier est mis sur



En classe dans une caserne de Bière, durant le cours de formation.

l'analyse de la mission confiée à l'OSCE et sur le travail concret qui en découle pour les vérificateurs. Dans un premier temps, l'environnement est illustré de la manière la plus réaliste possible. Les autres instances de l'administration fédérale, en particulier le Département fédéral des affaires étrangères, des institutions extérieures, avec parmi elles le Comité international de la Croix-Rouge, s'associent pleinement à cet effort.

Se basant sur l'expérience acquise par les nombreux observateurs militaires que la Suisse a déjà mis à la disposition de l'ONU, et qui tous ont une expérience d'au moins une année dans des régions parfois très instables, la direction du cours insiste sur les devoirs d'un vérificateur, sur les conditions pratiques de son travail, ce qui comporte des bases théoriques, comme la connaissance des matériels militaires, mais également des éléments plus pratiques comme le comportement en présence des différen-

tes parties. En particulier, le récit de situations critiques dans lesquelles ces observateurs se sont trouvés permet, par la suite, d'éviter de désagréables surprises. Les vérificateurs savent dès lors qu'ils doivent s'attendre à tout!

En dehors de la pratique courante de l'anglais, le cours se caractérise par un nombre important de leçons de langue, en particulier du vocabulaire nécessaire au travail des vérificateurs militaires. Le nom des armes ainsi que celui de leurs composantes, les détails géographiques et les grades par exemple ne font pas forcément partie du vocabulaire usuel de tout un chacun. La problématique de la communication et des procédures radio en anglais est abordée en détail, ce qui est une nécessité absolue pour une telle mission. Il est en effet peu probable qu'une personne, même au bénéfice de bonnes connaissances en anglais, pourra communiquer par radio, si elle n'a jamais été instruite. Les procédures en usage à l'éche-

lon international et les mots-clés diffèrent en effet passablement de ceux de l'armée suisse. Tous ces éléments ont fait l'objet d'un test d'entrée, d'un test intermédiaire et d'un contrôle final.

Des médecins ayant effectué des missions sur le terrain pour l'ONU rafraîchissent les connaissances médicales de base et présentent les blessures de guerre les plus habituelles. Ils en profitent pour vacciner les participants en vue de l'engagement, leur apprenant dans la foulée à faire des injections. Ce bloc pourrait être renforcé par un approfondissement de la problématique des mesures d'urgences plus spécifiques aux blessures de guerre. Il ne s'agit pas de former des chirurgiens, mais de permettre la stabilisation de blessés jusqu'à leur évacuation, respectivement leur traitement par des médecins.

Des policiers civils ayant été engagés en Bosnie présentent leur travail et certaines des difficultés auxquelles ils ont été confrontés. L'expérience des observateurs ayant montré que des vérificateurs doivent souvent faire un travail d'enquêteur, cet apport est particulièrement utile pour se faire une idée du climat «ni paix – ni guerre» qui peut prévaloir dans une crise comme celle du Kosovo.

Les bases du comportement face aux médias font l'objet à la fois d'une approche théorique par des professionnels et d'une application pratique lors de différents exercices. Dans le contexte actuel de médiatisation à outrance des conflits, il

faut y voir un aspect essentiel de la préparation au travail sur le terrain.

...à la pratique

L'entraînement pratique dans le terrain n'en est pas pour autant négligé. Souvent, il consiste en l'application des éléments les plus importants appris durant les cours théoriques, à commencer par la problématique des mines et des pièges. Une présentation théorique des différentes mines susceptibles de se trouver au Kosovo ainsi que de quelques pièges improvisés est suivie d'un exercice pratique de recherche de mines. Là encore, il ne s'agit pas de former des démineurs, mais de présenter les moyens d'assurer sa survie dans un environnement miné ou piégé.

Tous les exercices dans le terrain ont pour but de confronter, de la manière la plus réaliste possible, les futurs vérificateurs à leur tâche, de leur faire vivre des situations de stress susceptibles de survenir lors de

l'accomplissement de leur mandat. L'effort principal, qui porte sur la confrontation à des autorités civiles et militaires des différentes parties en présence au Kosovo, sensibilise à l'accomplissement du mandat dans la totalité des points prévus dans l'accord entre l'OSCE et le Gouvernement yougoslave. Il comprend ainsi des simulations de visites à des autorités municipales, à des commandants militaires et à leurs troupes, ainsi que la constatation d'activités de combat. Dans ce contexte, l'analyse de cratères de projectiles d'artillerie et de mortiers fait aussi l'objet d'une leçon, rendue possible grâce à la collaboration d'une batterie d'obusiers blindés et d'une section de lances-mines de chars.

La conduite dans le terrain et dans des conditions difficiles est, elle aussi, entraînée, de même que les réparations d'urgences et les dépannages, y compris avec treuillage. Les participants doivent, dans la mesure du possible, éviter de se retrouver isolés et bloqués dans un environnement peu sûr et pou-



Exercice de recherche de mines antipersonnel durant le cours de formation.

voir rejoindre des localités ou des sites difficiles d'accès.

Quelques exercices moins spectaculaires méritent aussi d'être mentionnés, car leur importance ne saurait être négligée: déplacement à vélo dans le terrain afin de maîtriser l'utilisation en mouvement du *Global Positioning System*, cuisine dans le terrain avec le matériel reçu, enfin de petits exercices de mémoire visuelle.

L'exercice final constitue en quelque sorte un feu d'artifice final avant le déploiement sur le terrain, qui permet de passer une revue pratique des éléments vus pendant le cours.

Un bilan

Le bilan de ce cours, qui s'est terminé le vendredi 18 décembre 1998, est extrêmement positif. Aucun effort n'a été ménagé pour donner aux futurs vérificateurs le meilleur matériel et le meilleur enseignement en utilisant les ressources disponibles. Par conséquent, on ne s'étonnera pas de trouver plus d'une dizaine d'officiers et de sous-officiers professionnels à l'état-major du cours, avec une troupe de soutien de près de 40 personnes. Environ 20 orateurs extérieurs ont apporté leur précieuse contribution; le personnel de la DOMP s'est pleinement engagé pour faire de ce cours une réussite. Ceci est loin d'être évident dans la mesure où il a fallu garantir une formation spécifique pour la mission et préparer les vérificateurs à être polyvalents sur le terrain.



Exercice de cuisine de nuit et dans le terrain, à gauche l'auteur de l'article, à droite (lampe de poche en main devant le réchaud) Philippe Scherrer.

Les vérificateurs formés sont immédiatement mis à la disposition de l'OSCE, prêts à être déployés au Kosovo dès le 4 janvier. Hélas, des problèmes d'organisation et d'infrastructures ralentissent le déploiement, en particulier le rythme de la mise en place des centres régionaux et la capacité réduite du centre de formation à Brezovica. Des considérations plus politiques jouent, elles aussi, un rôle, notamment le pays de provenance et la spécialité des vérificateurs. Ce n'est donc que très progressivement que les vérificateurs suisses sont appelés. Les deux premiers partent seulement le 27 janvier, suivis par des petits groupes isolés. Le 20 mars 1999, au moment du retrait de la mission, seuls 19 des 25 vérificateurs avaient été convoqués. A cette même date, soit plus de 5 mois après l'accord signé à Belgrade, l'OSCE n'a déployé au Ko-

sovo qu'environ 1300 vérificateurs sur les 2000 possibles.

Les deux vérificateurs suisses, qui ont travaillé le plus longtemps au Kosovo après avoir été formés spécialement pour la mission, n'y sont restés qu'un peu plus de 8 semaines. La majorité des personnes engagées effectuent un travail de vérificateur sur le terrain à divers niveaux de la hiérarchie; certains, vu leur formation professionnelle spécifique, sont appelés à des tâches plus administratives ou techniques au quartier-général ou se spécialisent par exemple dans la sécurité de la mission.

La formation reçue en Suisse était excellente; elle préparait de manière optimale aux multiples aspects d'une telle mission. Les Suisses, dès le départ, ont eu un avantage prononcé sur tous ceux qui se trouvaient plongés quasiment à froid dans ce travail. L'option de la préparation spécifique pour un engagement s'est révélée, une fois de plus, la meilleure. Le retard qu'elle implique ne constitue pas un handicap du fait de la lenteur du déploiement de la mission.

Dans la deuxième partie de notre article, nous reviendrons sur les suites du retrait de la Mission de l'OSCE au Kosovo, à savoir l'engagement humanitaire des vérificateurs militaires suisses.

M.-A.R.
(A suivre)